

BULLETIN D'INFORMATION – MAI 2014

Les problèmes du ferroviaire : Convergence Nationale Rail s'exprime et se positionne !

Faire entendre notre voix au Ministère

Le 13 décembre 2013, à l'occasion du rassemblement initié Boulevard St Germain à Paris, une délégation très pluraliste de la CNR a été reçue au Ministère. Cela a été l'occasion de rappeler les grandes lignes des revendications de la CNR : Refus de la concurrence - Service Public unifié - urgence d'une relance du fret ferroviaire - nécessité de maintenir l'Écotaxe...

Les différents représentants des Collectifs ont rappelé les difficultés éprouvées par les

usagers et les cheminots du fait de la politique aberrante de la SNCF dans leurs régions.

Ils ont dénoncé la politique européenne de dumping social, l'abandon de plusieurs lignes d'intérêt régional, voire national, la disparition de la présence humaine dans les services de la SNCF ou encore l'extrême ambiguïté des relations entre État, Régions, RFF et SNCF.

Tous ont redit leur opposition à la politique européenne des Transports, notamment au travers du 4^{ème} paquet ferroviaire.

Sur les points de vente

Suite à plusieurs actions menées par les collectifs pour protester contre la fermeture progressive des points de vente et à une réponse inappropriée du Ministère qui justifiait les réductions à caractère purement économique de la SNCF de la présence humaine, tant dans les trains qu'aux guichets, la CNR a, le 12 décembre 2013 de nouveau saisi le Ministre, notamment pour lui signaler que « les usagers du chemin de fer attendent du Gouvernement qui a sous responsabilité le service public ferroviaire qu'il exige de la direction de la SNCF que celle-ci mette en place des services réellement utiles à tous les citoyens ; ils n'attendent pas que ce Gouvernement réplique indûment par la force (cf. ce qui vient de se passer à Gramat, entre autres) aux manifestations justifiées de mécontentement des citoyens quant aux décisions prises par la SNCF. »

Entrevue à la direction Fret-Géodis- SNCF

Le 3 mars 2014, une délégation de la CNR a rencontré M. Genestier, directeur adjoint de Fret Géodis SNCF. Après avoir entendu M. Genestier évoquer les enjeux économiques internationaux de Fret SNCF, la délégation a rappelé la nécessité d'un retour vers un équilibre modal ferroviaire, son opposition à la concurrence en dénonçant les abandons des mesures sécuritaires (visites préalables des matériels). Elle a évoqué le problème des infrastructures et des matériels dont le maintien à l'abandon sans maintenance obère les possibilités de reprise du fret ferroviaire. Elle a également dénoncé le manque de volontarisme commercial de la SNCF en matière de transport de marchandises et la rigidité du MLMC alors que dans le même temps le plus grand laxisme prévaut en matière de transport routier (44 tonnes, méga-trucks, réglementations bafouées...) dans lequel Géodis est largement impliqué.

Négociation des conventions TER dans les régions.

La CNR a appelé ses Collectifs à intervenir auprès des élus dans le cadre des négociations entre les Conseils Régionaux et les Régions SNCF. En effet, il devient inacceptable de voir les régions SNCF parler en lieu et place des usagers, pour justifier les fermetures de guichets, les suppressions de contrôleurs à bord des trains, du personnel en gare, etc. ... sous prétexte que le comportement des usagers changerait et qu'ils préféreraient utiliser Internet.

À l'image de ce qui s'est fait en Nord-Pas de Calais le 10 Avril, où les associations d'usagers et de handicapés ont été auditionnées par la commission transport du CR, nous devons exiger que les Associations d'Usagers soient associées aux discussions de ces conventions.

Libéralisation du transport en Europe

Le **jeudi 10 avril 2014**, à Paris, à l'occasion d'un débat sur la Libéralisation du Transport en Europe, auquel participait Patrick Le Hyaric, député européen, Pierre Ménard, secrétaire de la CNR, a pu exposer la position de Convergence Nationale Rail sur la problématique européenne, suite aux propositions de la Commission européenne, et à un premier vote inquiétant du Parlement Européen. Il a notamment rappelé la nécessité d'un gestionnaire unique pour l'ensemble du chemin de fer français et redit l'opposition formelle de la CNR à la mise en place de la concurrence. Il a insisté sur le matraquage idéologique, notamment lexical, qui tend à faire croire aux populations que la concurrence est indispensable, sinon déjà acquise et attiré l'attention sur un danger encore plus grand : celui du « marché transatlantique » en train de s'élaborer et qui mettrait les services publics de notre pays à la merci des consortiums capitalistes américains. Une des conclusions de ce débat a été de souligner l'importance de l'enjeu de la prochaine échéance électorale européenne du 25 mai 2014 et la nécessité de sensibiliser les candidats à un refus du « 4^{ème} paquet ferroviaire ».

Les Collectifs agissent :
Convergence Nationale Rail accompagne leurs actions

Manifestation à Verdun...

Le **Samedi 7 décembre 2013** en gare de Verdun (Meuse), à l'appel D'AUTERCOVEC, plus de 120 personnes ont bravé le froid pour protester contre la mise en substitution en BUS de la partie de la ligne 5 Châlons en Champagne - Verdun, un mot de tous les élus de Gauche et de Droite : « L'égalité des Territoires », sur ce point tous accusent les Régions « Champagne - Ardennes » et « Lorraine », de délaissier volontairement la Meuse, qui isole Verdun du côté Ouest.

Au nom de la CNR, André SONZOGNI a dénoncé la « mise en BUS » de deux autres lignes sur la Lorraine : Thionville Apache - Sarreguemines Bitche, condamné les défaillances de la SNCF, le désengagement de l'État, les lobbies routiers qui ont encore frappé et le recul du Gouvernement sur l'Écotaxe et stigmatisé l'augmentation de la TVA à 10% sur les transports collectifs.....

À Fécamp : défendre le Rail en Pays de Caux...

Samedi 15 février 2014 l'Association de Défense du fer en Caux, Collectif pluraliste (composé d'usagers, de cheminots, de responsables politiques de tous bords) après plusieurs réunions préparatoires tenait à Fécamp (76) son Assemblée générale constitutive à laquelle participait Pierre Ménard, secrétaire de la CNR. L'association a pour but de défendre les usagers du rail dans le pays de Caux et plus particulièrement la ligne entre Fécamp et Bréauté qui est fortement menacée.

Pour les usagers de cette ligne, l'urgence est d'obtenir :

- la réparation des 500 mètres de voie dégradée et ainsi rétablir un service "presque normal"
- un aménagement des horaires des bus
- une date de réalisation des travaux de renouvellement de la ligne complète Bréauté - Fécamp

L'Assemblée générale a voté à l'unanimité l'adhésion de l'Association à **Convergence Nationale Rail**

À Clermont-Ferrand, pour la défense du chemin de fer en Auvergne-Nivernais

Dans un premier temps Jacky Belin, représentant régional de la CNR, assistait le **7 février 2014** à une d'élus autour du vice-président de la Région Auvergne en charge des transports qui a conduit à la mise place d'une délégation pluraliste pour des rencontres avec le Préfet de Région, le Président du Conseil régional et au Ministère ainsi qu'à l'élaboration d'une motion visant à défendre la pérennité de 6 lignes interrégionales.

Dans un second temps, le **samedi 22 février 2014**, Didier Le Reste, Vice-Président de la CNR représentait celle-ci lors de la manifestation organisée par les syndicats de cheminots CGT de l'Auvergne et du Nivernais.

Participation de la CNR à l'Assemblée Générale de l'ALF

Le **5 avril 2014**, l'ALF (Défense de la ligne Carcassonne-Quillan) tenait à Limoux son Assemblée Générale Jacky Tello y représentait Convergence Nationale Rail qui avait déjà pris part à la manifestation de Sète du 22 septembre 2013.

Participation de la CNR au Colloque organisé par le CER des Cheminots de Bordeaux

Le **9 avril**, Patrick Bacot représentait la CNR à ce Colloque où furent abordés les enjeux du système ferroviaires sous ses aspects : financier, de gouvernance, d'organisation de la production et leur volet social. Il y a exposé le point de vue de la CNR, notamment :

- Notre conviction forte, qu'en face des enjeux immédiats et futurs il est nécessaire de maintenir et développer le rail, les trains et le service public d'un réseau unique, (non découpé en segments/lignes principales et locales) intégré, pouvant assurer la continuité territoriale et son développement (il a évoqué à ce propos l'importance du rassemblement régional de Sète, évoqué dans notre précédent Bulletin).
- Notre inquiétude, après les annonces faites par le gouvernement, de ce que pourraient devenir les CPER dans les années à venir. (Quid des TIPP et Écotaxes, des contrats en cours non exécutés ?)
- En matière de Fret ferroviaire, l'exemple de la situation bretonne illustre la prétendue sous capacité ferroviaire du réseau. Il y a 20 ans on pouvait faire plus et mieux. La situation actuelle est le résultat de la libéralisation du fret (suppression des "wagons isolés") et son corollaire, la fermeture des triages (Nantes, Rennes, Le Mans). La CNR aide à l'émergence et l'unification de toutes les batailles en cours dans les sites ferroviaires de manière à faire entendre l'exigence d'un retour à l'entreprise intégrée et unique et publique, nécessaire à l'efficacité du système, permettant ainsi d'assurer tous les enjeux sociétaux, environnementaux, économiques et sociaux.

La CNR au Palais des Congrès de Perpignan...

Le **25 avril**, Didier Le Reste représentait la CNR dans un débat organisé par les Cheminots CGT autour de l'avenir du « Train Jaune » menacé de sortir de la convention TER Languedoc et au cours duquel il fut demandé l'organisation d'une table ronde (Conseils régional et généraux, RFF, SNCF, Syndicats, Usagers). Il fut aussi question de la poursuite de la casse du fret ferroviaire avec l'abandon de la liaison Perpignan-Rungis

Signez !

Nombre de pétitions circulent dans les régions et sur le net, elles concernent pour la plus part l'exigence de maintenir l'emploi tant dans les trains que dans les gares afin de préserver un Service Public Ferroviaire de qualité. La CNR soutient et incite ses collectifs et ses adhérents à signer et à partager sur l'ensemble du territoire ces initiatives.

Le 12/05/2014